



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
COMMUNE DE JOUQUES

Arrêté temporaire n° 44\_AM\_2024

Portant réglementation de la circulation et du  
stationnement  
au n° 479 Chemin de Citrani (JOUQUES)

Eric GARCIN, Maire ,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2213-1,  
Vu le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25,  
Vu l'instruction interministérielle et notamment les articles livre 1, 4ème partie,  
signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire,  
Considérant qu'en raison des travaux réalisés par COURTET (ENIT), Chemin de  
Citrani (JOUQUES), et qu'il incombe au maire, dans le cadre de ses pouvoirs de  
police de la circulation, de veiller à la sécurité sur la voie publique, il est nécessaire  
d'appliquer les mesures citées dans le présent arrêté.

ARRÊTE

Article N° 1

Du 19/02/2024 au 09/03/2024, au n°479 Chemin de Citrani (JOUQUES), la circulation des  
véhicules est alternée par feux de circulation.

Article N° 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la  
signalisation routière sera mise en place par :

ENIT  
858 route de valbrillant  
13590 meyreuil

Article N° 3

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la  
signalisation.

Article N° 4

Le Maire de la commune de Jouques, la Brigade de gendarmerie de Peyrolles en Provence, la  
Police Municipale et les Services Techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de  
l'exécution du présent arrêté.

Article N° 5

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire  
l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à  
l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou  
de publication.

COMMUNE DE JOUQUES, le 12/02/2024

Eric GARCIN, Maire



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.